

Michael Dewing – Merci à tous. Nous passons maintenant aux répliques ou deuxièmes exposés. Chacun dispose de deux minutes et nous commençons par Richard Oslund.

Richard Oslund – Je voudrais d'abord dire pourquoi je suis si optimiste pour ce qui est de trouver un sous-locataire. En novembre dernier, le *Globe and Mail* rapportait que le marché de l'immobilier commercial au centre ville d'Ottawa, qui a traditionnellement un des taux d'inoccupation les plus bas en Amérique du Nord, terminait une bonne année et que les experts disaient que l'espace disponible dans le centre diminuait. Puis en juin, le *Ottawa Citizen* indiquait que parmi les villes canadiennes, seule Calgary avait un taux d'inoccupation des bureaux au centre ville plus bas qu'Ottawa.

Maintenant, je voudrais revenir sur la question du contrôle des dépenses, cette fois en donnant un exemple précis. Lorsque José est devenu président, son salaire a été fixé au maximum de l'échelle salariale EX, qui est révisée au 1^{er} avril de chaque année. La hausse salariale de José en 2005 a été de 3 %, portant son salaire tout juste au-dessus de 121 000 \$. Plus tard cet été-là, on a pourtant indiqué au Comité des finances son ancien salaire à inscrire dans le budget que les membres ont approuvé. Il n'est donc pas étonnant que le salaire effectivement versé à José pendant le dernier exercice financier ait dépassé le chiffre approuvé de plus de 3000 \$. C'est 3000 \$ d'argent sonnante, de l'argent qui provient des chèques de paye des membres et qui a été versé à José. Le CEN n'a pas autorisé ce débours à partir du fonds de prévoyance, de sorte que l'argent a, soit été transféré d'un autre poste budgétaire, soit a été tiré directement du compte de banque de l'ACEP, sans aucune autorisation des membres. D'une façon ou de l'autre, ce n'est pas de cette façon que je veux que mon argent soit géré et c'est une des raisons pour lesquelles je me présente à la présidence. Merci.

Applaudissements.

Michael Dewing – Derek Brackley.

Derek Brackley – Je veux seulement dire que sous le leadership du titulaire actuel, l'ACEP réagit aux situations plutôt que d'être proactive. Ce dont nous avons besoin comme stratégie tournée vers l'avenir, c'est d'une stratégie élaborée autour d'une réduction possible de la fonction publique. Il n'y a pas de doute qu'il s'agit là d'une très grande possibilité et nos membres le savent. En outre, nous n'avons pas de stratégie sur l'amélioration des possibilités de carrière. Nous posons un regard à très court terme sur notre budget. Nous ne portons pas un regard à plus long terme sur notre budget et je vous assure que j'apporterai vision et action sur tous ces enjeux.

Maintenant, j'ajouterai simplement quelques points. Le pouvoir dans notre organisation est très concentré entre les mains du président. Tous les membres du personnel relèvent directement ou indirectement du président. Le président a le pouvoir en vertu des Statuts de déléguer des responsabilités aux membres du CEN ou à certains

membres du personnel, de sorte que toute la structure vise à appuyer le président. Je voudrais dire aussi que selon mon expérience des deux dernières années, nombre des choses qui ont été faites l'ont été plus ou moins malgré le président, malheureusement, plutôt que grâce au président. Je crois que cela doit changer.

La convention collective EC en est un bon exemple. M. Aggrey prétend que ceci a été réalisé sous son leadership – il s'est présenté à la première réunion et s'est ensuite retiré de la négociation.

J'étais membre de ce comité de négociation et j'ai participé à toutes les réunions du début à la fin. Donc, soyons clairs, il y avait des gens dans le comité de négociation, mais José n'en faisait pas partie. La séance de remue-méninges a été ma suggestion, et elle a été réalisée.

José voulait écrire dans le rapport que nos grandes idées au sujet des communications étaient d'acheter des plumes, des tasses et aussi des blocs, des blocs-notes. Je crois que nous pouvons faire plus en matière de communications et de plan stratégique. Merci.

Applaudissements.

Michael Dewing – Le suivant est Clayton Therrien.

Clayton Therrien – La première réunion de notre conseil actuel a été dirigée par le titulaire. L'équipe de direction nous a présenté des scénarios de hausses des cotisations massives échelonnées. J'ai proposé une hausse ponctuelle de dix dollars pour équilibrer le budget, ce qui a été rejeté. Puis on nous a proposé une question à soumettre au vote qui était malhonnête et non démocratique. Nous allions demander aux membres : voudriez-vous cette hausse massive ou cette autre hausse massive? Un vote pour et ça passe. Cette tactique m'a choqué. Heureusement, Richard et moi les avons ramenés à la réalité et le CEN a posé une question oui ou non.

Je crois nos membres suffisamment intelligents pour connaître la valeur du syndicat sans avoir à recourir à une campagne de peur, à la rhétorique politique, à la pensée de groupe ou à la vantardise. Je crois que notre Association est assez forte pour subir une évaluation réaliste et honnête. Je crois que nous pouvons atteindre efficacement nos buts en matière d'alliances adaptées et d'un solide lobbying politique. Je crois que je représente chaque employé et non seulement ceux qui me procurent des possibilités politiques. Encore une fois, je vous demande de voter pour moi.

Je veux juste signaler quelques autres dossiers auxquels j'ai participé : la question de la dotation, la LMFP – j'ai passé des semaines entières en réunions sur la LMFP; la conversion EC – nous avons beaucoup de questions sur les nouvelles échelles

salariales, par exemple comment les SI-3 seront-ils intégrés aux nouvelles échelles salariales. Beaucoup de nos SI sont frustrés d'être bloqués au niveau 2; ils veulent une certaine mobilité pour pouvoir monter. Ce sont des enjeux dont je me suis occupé et dont je continuerai de m'occuper. La défense des droits GLDT – tenter de trouver un champion pour ceux-ci au niveau de la section locale ou au niveau national pour veiller à ce qu'ils soient traités également. Nous essayons actuellement d'aider la direction à recruter davantage de femmes dans le groupe EX et nous nous efforçons maintenant de trouver un ES pour nous représenter au sein de ce comité. Merci beaucoup. Oh, je voudrais vous dire que si vous voulez savoir qui sont les amis des syndicats, voyez le projet de loi C-263 de l'an dernier et le projet de loi C-257 de cette année – il s'agit de la loi anti-scabs. Richard Nadeau m'y a invité. Je ne suis pas un séparatiste, mais j'y suis allé pour appuyer le projet de loi. Consultez l'appel nominal dans le harsard. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Michael Dewing – José Aggrey.

José Aggrey – Merci encore. Je ferai de mon mieux pour ne pas répliquer à toutes ou à certaines accusations ou déclarations. Je prendrai le temps qui m'est alloué pour faire valoir ma position, mais je relèverai d'abord quelques points au sujet de l'an dernier lorsque nous étions en difficulté financière.

Je crois qu'il aurait été imprudent de ma part d'organiser des réunions alors que nous n'avons pas d'argent pour exister, pour survivre. Cette décision a été prise pour nous assurer de continuer à disposer des ressources nécessaires pour le fonctionnement de l'organisation et c'est pour cette raison que nous n'avons pas tenu l'an dernier de réunion des dirigeants des sections locales. Je pense, pour dissiper tout malentendu, qu'il faut savoir choisir les bonnes priorités quand on est président.

Deuxièmement, permettez-moi d'être d'un autre avis, l'idée d'organiser une séance de planification pour le conseil exécutif ne venait pas de Derek – s'il veut le prétendre, il est libre de le faire. Cette idée circulait bien avant qu'il arrive à l'exécutif. Nous en avons tenu une et nous sommes censés en tenir une autre, et je suis persuadé qu'il y a ici quelques personnes qui ont participé à sa planification, sans vouloir jeter les projecteurs sur eux, qui travaillaient à l'organisation d'une séance de planification stratégique bien avant Derek. Ce n'est donc pas son idée.

Je n'ai pas eu le temps dans ma première déclaration de parler de ma vision pour ce qui est d'inspirer les jeunes membres à développer des capacités et des antécédents en leadership afin de devenir la prochaine génération de leaders de l'ACEP.

En deuxième lieu, j'ai une vision en vue de veiller à ce que l'ACEP ait une structure de gouvernance correspondant à sa taille et qu'elle remplisse ses obligations et relève les défis actuels et futurs issus de la nouvelle ère d'environnement de travail créée par la LMFP.

Finalement, je pense que vous me permettrez de faire une brève déclaration au sujet de la planification de l'avenir. Quand vous comprenez comment fonctionne le gouvernement, vous devriez comprendre comment établir des stratégies pour veiller à ce que vos membres ne subissent pas d'impact négatif venant de la législation actuelle. Permettez-moi seulement de vous dire, j'ai rencontré le président, le vice-président de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique. Nous avons...

Michael Dewing - Puis-je vous demander de conclure?

José Aggrey – Oui, j'y arrive.

Nous avons des idées sur la façon de nous positionner et de rehausser l'image de nos membres. Ce n'est pas à la table de négociation, mais je m'adresse à la tête. Discuter avec le greffier du Conseil privé parce qu'il détient le pouvoir. Nous mettons en place une stratégie pour faire exactement cela. Donc, je ne suis pas totalement inconscient de la nécessité de planifier l'avenir face à la nouvelle *Loi sur la modernisation de la fonction publique*. Merci.

Applaudissements.

Michael Dewing - Merci beaucoup. C'est maintenant la période de questions aux candidats à la présidence. Nous tenterons de limiter les questions à environ une minute – c'est de cette façon que nous avons procédé la dernière fois. Donc, si vous pouvez poser des questions brèves et donner des réponses brèves, nous pourrions entendre un bon nombre de questions. Première question, s'il vous plaît.

Question 1

André Picotte – Ma question s'adresse à Richard Oslund, mais les autres candidats peuvent aussi commenter. Nous attendons d'un leader syndical qu'il ne porte pas de jugements qui affectent la solidarité, entre autres choses. J'aimerais demander à Richard essentiellement ce qui suit. Comment a-t-il été pu il y a une année et demie organiser une pétition pour réformer ou à tout le moins modifier les Statuts au sujet de notre Régime d'incitatif monétaire et pour ce faire recruter une liste de personnes et faire signer la pétition par des EC alors que la négociation du RIM ne concerne que les TR et non les EC. Voici la question : comment essentiellement a-t-il pu faire cela? Comment a-t-il pu manquer de jugement et procéder ainsi?

Richard Oslund – Nous négocions des conventions collectives pour tous nos membres et nous leur demandons simplement d'appuyer les droits que nous négocions pour eux. Et les Statuts permettent à tout membre de ce syndicat de parrainer une modification des Statuts. Si vous pensez que ce n'est pas bien qu'un élu fasse cela, je vous suggère de parrainer une modification aux Statuts pour le rendre impossible.

À un moment donné, j'ai cru ne pas pouvoir obtenir les cent signatures requises et j'ai demandé à environ dix EC de signer ma pétition. Finalement, je n'aurais pas eu besoin de leurs signatures, car peu après j'ai reçu une enveloppe renfermant trente signatures. J'en ai obtenu quarante autres par la suite. J'en avais beaucoup plus que nécessaire. Mais je voudrais souligner, André, que lorsque vous avez parlé de cette question au Conseil exécutif national vous avez insisté pour qu'une lettre soit envoyée à tous les membres du syndicat. Cette lettre renfermait un paragraphe qui incitait les non-TR à voter contre la modification. J'avais demandé à dix personnes, dix EC de voter en faveur. Vous avez demandé à 9000 personnes de voter contre. Je ne crois pas avoir commis de crime; si j'ai commis un crime quelconque, je crois que vous en avez commis un aussi en impliquant les EC. Je voudrais souligner en outre qu'une majorité de gens appuyaient ma modification et que probablement plus de gens l'auraient appuyée si la lettre envoyée par le CEN incitant fortement les membres à voter n'avait pas comporté certaines erreurs. Par exemple, l'affirmation...

Michael Dewing – Désolé, les deux minutes sont écoulées. Merci. Quelqu'un d'autre aimerait commenter?

Clayton Therrien – J'ai signé cette pétition. Selon nos Statuts, les TR, les EC, le groupe de la BdP et moi aussi, je crois, tous ont le droit de s'exprimer à savoir si tous nos groupes participent à une pleine démocratie ou non. Il s'agit d'une entente financière, qui a un large impact. Je sais, grâce à la pétition de Richard, qu'il y a des gens qui voulaient cette modification et qui sont touchés. Il y en aurait probablement eu davantage, car il n'a pas eu une grande plateforme pour faire valoir ses idées. Il est simplement passé d'une personne à l'autre pour leur demander d'appuyer sa modification. Pour moi, c'est une question de ratification démocratique et si cela signifiait qu'il en coûterait plus cher, et bien c'est simplement le coût de la démocratie. C'est ma façon de voir les choses. Merci beaucoup.

Derek Brackley – Il s'agissait d'une situation très intéressante et un brin difficile pour ceux d'entre nous qui ne sont pas TR. J'appuierais certainement l'idée que tout membre peut demander une modification aux Statuts. Je ne suis pas sûr que cet élément particulier doive être dans les Statuts et j'appuierais le principe que les TR, s'ils veulent négocier leur RIM chaque année, puissent certainement le faire. Je crois aussi comprendre qu'un questionnaire est présenté avant la négociation du RIM à savoir si les TR veulent continuer cet arrangement et que la réponse à la question est oui. Il y a certainement des personnes qui ne sont pas d'accord, mais en général la majorité vote

oui. Écoutons donc cette majorité particulière et procédons à la négociation du RIM.
Merci.

José Aggrey – Ah oui, j'appuie aussi le droit des TR de négocier leur Régime d'incitatif monétaire et si de fait une majorité d'entre eux l'appuient, il n'y a aucune raison de ne pas le faire. Pour ce qui est de ce que Richard voulait faire, je pense que l'esprit de la question n'était pas de dire que vous n'aviez pas le droit de le faire, mais à titre de membre de l'exécutif, avez-vous pris en considération si c'était dans l'intérêt de l'organisation? C'est ça, je crois, le sens de la question. Vous avez évidemment le droit de faire tout ce qui est prévu dans les Statuts, mais avez-vous pris en considération si c'était quelque chose qu'un membre de l'exécutif devrait faire? Voilà la question. C'était au détriment de l'organisation. Je pense que vous vous rendez compte et, si je puis m'exprimer ainsi, nous avons perdu la première ronde de la hausse des cotisations non pas parce que les membres s'y opposaient, mais à cause de votre lettre invitant les membres à s'y opposer, et je pense que ce n'est pas bien de la part de quelqu'un qui siège à l'exécutif et qui s'occupe des intérêts de l'ensemble de la communauté.

Michael Dewing – Merci beaucoup. Passons à la deuxième question.

Question 2 – C'est une autre question sur le thème des TR. Vous pouvez passer devant moi si vous le désirez et je suivrai.

Il y a eu beaucoup de rhétorique et de déclarations. Je pense à Moncton, le président est bien intervenu, mais la section locale a dû exercer une certaine pression. Puis nous avons eu la séance de planification du CEN; ceci remonte au conseil précédent, il n'y a rien de nouveau là-dedans. Et je pense à ce que Richard a dit, mais il y a quelque chose qui a été dit qui me fait vraiment, vraiment peur, et c'est Clayton qui l'a dit. Il a parlé de revoir la gouvernance et de revoir les finances pour les sections locales, et il a mentionné la section locale du Bureau de la traduction en particulier et lorsque je l'ai entendu, surtout en raison de ses autres déclarations, j'ai eu vraiment peur, donc...

Clayton Therrien – D'abord, j'examinerais l'ensemble de nos finances, j'en ferais un relevé honnête. Je sais que c'est beaucoup maintenant. L'an dernier, nous avons fait un relevé assez honnête des finances des sections locales, mais cette année bien des éléments, certains éléments sont mélangés, de sorte que nous n'avons pas un relevé honnête. Avoir un relevé honnête de ce que les choses coûtent. Comme je l'ai dit, les TR ont fourni sept ou huit fois plus d'argent au départ lorsqu'ils se sont joints à cette organisation. Ils ont payé au départ et je voudrais protéger cet avoir et m'assurer qu'ils ont la représentation qu'ils désirent, parce je pense que les TR ne sont pas satisfaits du niveau de représentation qu'ils ont actuellement. Et je sais que les 2200 ES et SI à Statistique Canada sont représentés par un ART qui est partagé avec les Maritimes; et nous sommes satisfaits. Donc 2500 membres desservis par un ART. Il y a des besoins différents pour chacun des groupes et je veux aussi avoir le droit à l'autonomie de la

section locale à Statistique Canada, à la Santé, le droit de l'avoir et de s'occuper de nos finances dans les sections locales.

Michael Dewing – Merci.

J. Aggrey – Oui. Je veux faire un commentaire à ce sujet parce que je pense qu'un certain nombre de déclarations inexactes ont été faites. En tout premier lieu, j'étais à la table de négociation lorsque nous avons fusionné avec les TR. Une des structures uniques de gouvernance dans les Statuts est de permettre aux TR de s'organiser eux-mêmes et d'établir leur section locale comme ils l'entendent.

C'est le mariage de deux groupes. Il y a un coût à la fusion et j'appuierai le droit des TR d'avoir leur système comme il l'est – cela fait partie des choses établies lors de la création de l'ACEP et je ne leur refuserai pas le droit de s'organiser eux-mêmes à leur manière unique. Je crois que nous devons être très prudents lorsque nous parlons des dépenses des TR pour tel ou tel élément supplémentaire. Il s'agit de circonstances uniques que nous avons acceptées dans les négociations tenues lorsque nous avons convenu de devenir une seule organisation.

Michael Dewing – Derek Brackley est le suivant.

Derek Brackley – Je voudrais simplement dire que nous avons traversé la fusion et que nous sommes devenus une organisation unie. Ceux qui voudraient qu'il en soit autrement ne vont pas dans le sens que l'organisation a pris et qu'elle devrait continuer de suivre. La fusion est un fait établi. Pour ce qui est des coûts, je sais qu'à Statistique Canada Ivan Felligi est le sous-ministre, mais il ne sera pas toujours là et les choses pourraient changer et subitement la section locale pourrait coûter très cher. Je ne pense pas qu'alors les membres à Statistique Canada accepteraient de réduire la somme des services qu'ils reçoivent. Je crois que c'est un très mauvais argument. Nous formons une association unique, nous avons un seul barème de cotisations, nous utiliserons nos ressources pour répondre aux besoins là où se font sentir et passons à autre chose. Merci.

Michael Dewing – Richard.

Richard Oslund – Je ne crois pas qu'il s'agit là d'histoire ancienne parce que l'ACEP vaudra à un moment donné attirer d'autres syndicats. Je crois que tous réalisent que nous devons devenir plus gros et que le gouvernement semble vouloir de plus gros syndicats pour ne pas devoir parler à un si grand nombre de joueurs différents. Mais pour attirer des gens à l'ACEP, il faut se pencher sur la façon dont la dernière fusion s'est faite. Je voudrais souligner qu'avant la fusion, les TR avaient deux représentants à temps plein et deux millions de dollars en banque. Après la fusion, notre part de l'avoir de l'ACEP est de deux cent mille dollars, et nous avons un agent des relations de travail

(ART), parfois. Cette dernière année, nous n'avons reçu que très peu de service de l'ART pour diverses raisons et je pense que les TR doivent être mieux servis. Je pense, si l'on veut attirer des gens pour qu'ils se joignent à l'ACEP à l'avenir, que ce problème doit être réglé.

Michael Dewing – Merci. Prochaine question s'il vous plaît.

Question 3 – Je m'appelle Carl Lakaski et je suis le vice-président élu du groupe EC et du groupe BdP.

Je suppose que nous vivons une situation plutôt unique dans ces élections. Elle est unique en ce sens que ce syndicat, l'ACEP, ni aucun de ses prédécesseurs, n'a eu cinq candidats à la présidence. Ma question s'adresse en fait à José. Compte tenu de la nature très crédible de l'opposition à laquelle vous faites face, qu'y a-t-il au sujet de votre leadership, comment se fait-il que les réalisations que vous nous présentez aient engendré une opposition si soutenue, élaborée et analytique contre vous comme président?

José Aggrey – Si je le savais, je leur aurais dit de ne pas se présenter contre moi.

Je ne sais pas – les gens ont des intérêts, des aspirations et nous avons un processus ouvert et démocratique, et chacun peut se présenter. Je n'ai pas de réponse précise à votre question. Tout ce que je sais, c'est que j'ai réalisé des choses en peu de temps et que les preuves sont là. J'ai fait partie de l'exécutif pendant plus de 17 ans. J'ai vu des présidents arriver et partir, et j'ai vu bien des choses qui ont été faites. Étant donné que l'ACEP n'a que trois ans, ce que j'ai fait en deux ans, je crois que c'est remarquable. J'ai mentionné le fait que j'ai pu établir six nouvelles sections locales en moins de deux ans. Oui, vous ne vous en rendez peut-être pas compte, au sujet du fait que Derek a mentionné à savoir que je n'étais pas à la table de négociation, ce qu'il ne savait pas c'est ce que je faisais derrière la table. En fait je me suis fait un petit relevé et j'aurais aimé le retrouver pour vous montrer ce que j'ai fait et quand exactement j'ai négocié avec les représentants du Conseil du Trésor pour en arriver à cette convention d'un an. Quand vous voudrez, je pourrai produire le document indiquant exactement la stratégie que j'ai suivie et la date, juste pour vous montrer. Bref, je pense qu'en une période relativement courte, je peux dire que j'ai un bon dossier. C'est tout ce que je vais en dire.

Michael Dewing – Merci beaucoup. Les autres candidats voudraient-ils commenter? Richard.

Richard Oslund – Bien, je voudrais simplement dire que je pense qu'énormément plus aurait pu être fait pour faire participer les membres. José a dit qu'il n'a pas tenu de réunion des dirigeants des sections locales en raison de l'incertitude sur notre avenir,

mais les membres ont voté la hausse des cotisations à la mi-décembre de l'an dernier et José n'a tenu la réunion des dirigeants des sections locales qu'à la mi-juin. C'est six mois. À mon avis, il n'y avait aucune raison d'attendre six mois après l'adoption de la hausse des cotisations. Je pense qu'énormément plus aurait pu être fait pour faire participer les membres.

Michael Dewing - Derek.

Derek Brackley – Sur à peu près le même thème, nous n'avons pas eu de réunion des dirigeants des sections locales depuis un bout de temps. La prochaine aura lieu la veille de l'AGA à la fin du mois. Bien qu'il convienne que nous tenions une réunion des dirigeants des sections locales, l'actuel président a adopté l'attitude que cette réunion n'est pas vraiment nécessaire et qu'il y a peu de choses à discuter. Je crois que cela en dit énormément sur l'actuel président. Aussi, au sujet de la notion de gouvernance et de la nécessité de changer la structure de gouvernance, nous devons donner aux dirigeants des sections locales un rôle. Nous devons leur donner voix au chapitre. Nous devons en discuter. Nous devons en débattre et nous devons le faire. Oui il nous faut absolument le faire.

En réponse à la question posée, je crois qu'il y a beaucoup d'opposition, qu'il y a beaucoup de candidats, parce que nous avons clairement besoin d'un président qui fait preuve d'un plus grand leadership que celui que nous avons actuellement. Merci.

Michael Dewing – Clayton.

Clayton Therrien – Oui, je vais de nouveau remonter dans le temps. Lors de notre première réunion du conseil, les communications que nous avons reçues pendant la fusion tant de l'ancien président que de son successeur étaient très similaires et je ne pense pas qu'ils étaient absolument francs dans la présentation des conséquences et en essayant de nous convaincre d'accepter une entente qui serait juste pour tous les membres. Et comme je l'ai déjà dit, des unités différentes commandent des coûts différents. Je sais que Derek aime spéculer sur ce qui se passerait s'il se produisait un tremblement de terre et que tout s'effondrait, mais il s'agit là en quelque sorte d'une campagne de peur. Pour vous, il y a beaucoup de questions hypothétiques dans le monde, mais moi j'aime plutôt faire face à la réalité.

Michael Dewing – Merci. Passons maintenant à la prochaine question. S'il vous plaît.

José Aggrey – Je pense Mike que je dois commenter sur ce point.

Michael Dewing – Je suis désolé José, une seule intervention par personne, sinon nous passerons toute la nuit ici.

José Aggrey – Bon, bon, d'accord, je vais... (inaudible)

Question 4 – Cette question s'adresse aux quatre candidats (inaudible). Je vous demanderais d'abord de relever la plus grande déception du mandat de l'actuel président et je demanderais à chacun de la commenter. Deuxièmement, je voudrais que chacun d'entre vous précise ses trois principales priorités pour le prochain mandat à la présidence et de les classer par ordre d'importance. Merci.

Michael Dewing – Bon, puisque cette question s'adresse à tous les candidats, je pense que nous allons procéder dans le même ordre que celui du tirage au sort. Richard, voudriez-vous commencer?

Richard Oslund – Bien, je vais sauter la partie de la plus grande déception.

Membre – Je devrais dire à l'exception des cotisations, ce qui donnera une chance égale à tous.

R. Oslund – D'accord, mais je vais simplement passer. J'ai exprimé plusieurs déceptions et je ne saurais choisir entre elles.

Pour ce qui est des priorités, ma toute première priorité sera de louer jusqu'à 20 % de nos locaux à bureau actuels, ce qui m'amène à ma deuxième priorité qui sera de m'assurer qu'il y a des ressources, des ressources abondantes pour aider les gens dans la conversion EC, parce qu'une fois que les descriptions de travail seront établies les gens pourront commencer à présenter des griefs et nous aurons besoin de beaucoup de ressources pour les traiter, y compris un agent de classification et au moins un autre ART, peut-être deux. Et je prévois consacrer à cela l'argent épargné pour le loyer. Ma troisième priorité est une plus grande participation – trois réunions des dirigeants des sections locales chaque année fixées à des moments connus de tous pour qu'ils puissent planifier en conséquence. Merci.

Michael Dewing – Derek.

Derek Brackley – Merci. Je suppose que ma plus grande déception a été le moment où le président a proposé un vote à l'exécutif; juste après le rejet de la première hausse des cotisations, il a soumis à la table un vote qui essentiellement appelait à la désaccréditation du syndicat si la réponse au deuxième scrutin était non. Le problème ici est que cela ne respecte pas les Statuts, et je dirais que cela indique... Je vous laisserai tirer vos propres conclusions sur ce que cela indique.

Priorités. Je pense que la conversion EC est certainement un enjeu très important et que je la traiterai comme l'une de mes deux premières priorités. Cette question sera en grande partie traitée par le personnel, mais le CEN aura à s'en occuper aussi. Nous

devons nous préparer, nous devons faire une certaine planification par anticipation de la réduction des effectifs, parce que cet enjeu est à mon sens très très important.

Peut-être plutôt en deuxième ou troisième place, et je devrais faire de celle-ci la deuxième, et de la deuxième, en faire la troisième. Nous devons procéder à un changement dans la gouvernance afin d'augmenter la participation des membres, des changements aux relations entre le CEN et les dirigeants des sections locales. Nous devons aussi examiner, dans toute cette question de la gouvernance, la préparation de la relève. Présentement, le président détient tous les pouvoirs. Rien ne se produit, personne d'autre ne prenant des responsabilités ou ne se voyant confier de responsabilités. Donc, je suggérerais que nous devons partager la responsabilité au sein du CEN et que le président peut certainement la déléguer davantage à quelqu'un.

Michael Dewing – Concluez s'il vous plaît.

Derek Brackley – Et nous pouvons envisager à plus long terme de modifier les Statuts pour faire ce genre de choses.

Michael Dewing - Merci. Clayton.

Clayton Therrien – Nous avons connu un certain nombre de déceptions dans le courant de cette présidence. Qu'il suffise de mentionner la plus récente. J'ai été déçu du nombre de membres qui ont effectivement assisté aux séances de formation. Il y a eu une augmentation des séances de formation, ce que j'avais défendu au printemps dernier et voulait voir mettre en œuvre au printemps, mais il ne semble pas y avoir eu, il n'y a pas eu beaucoup de monde. Un des cours a dû être reporté ou annulé ou fusionné avec celui d'une langue. Et l'autre a été la séance de réflexion, qui a coûté trois fois plus cher que prévu. Elle n'a produit aucun résultat que je puisse souligner et dire voilà un résultat positif qui en est ressorti. Il n'y a eu aucun réel, je veux dire il y a eu beaucoup de choses, mais pas beaucoup d'idées lumineuses, de sorte que je pense que cela a été une journée perdue et une perte en remboursements de voyages et autres choses, en particulier les honoraires du consultant d'environ dix, vingt ou quinze mille dollars.

Priorités – j'y travaille justement à l'heure actuelle, j'y travaille de façon constante. J'assiste à des réunions toutes les deux semaines sur la conversion EC parce que nous avons 2200 membres; je suppose que c'est le fer de lance pour le groupe EC. Nous devons nous assurer... je sais, j'ai une bonne idée à savoir où ce dossier s'en va. L'autre, c'est la formation linguistique, s'assurer de l'accès à la formation linguistique surtout si le prochain gouvernement va maintenir la politique actuelle sur les langues officielles. Il y a aussi le lobbying politique. Je pense qu'il est très important d'élire un président qui soit extrêmement actif et se déplace pour aller rencontrer les politiciens et les décideurs et fasse un lobbying actif en notre nom. Merci.

Michael Dewing – Merci. José.

José Aggrey – Trois priorités. La première est l'intervention afin d'influencer les lois et les politiques du gouvernement et, relié à ça, j'espère que vous me l'accorderez, les enjeux de la classification et de la conversion EC. La deuxième est de vraiment améliorer les communications avec nos membres; cette question ressort tout le temps. Comment pouvons-nous bien ou mieux communiquer avec nos membres? La troisième est vraiment l'examen de la structure de gouvernance, parce qu'il est important, comme je l'ai mentionné, que nous ayons une structure qui corresponde à notre taille, nos exigences, nos obligations et nos défis. Quant aux déceptions, j'aurais simplement aimé en faire beaucoup plus que je n'ai fait. Voilà.

Michael Dewing – Merci. Nous avons une autre question. S'il vous plaît.

Sandra Chatterton – Avant de poser ma question, j'ai une faveur à vous demander en tant que président.

Michael Dewing – Oui.

Sandra Chatterton – J'aimerais savoir combien de personnes assistent à cette réunion et pour mémoire combien ne sont pas des candidats aux élections ni des membres du Comité des candidatures. Étant donné que nous avons un effectif de plus de 10 000 membres, j'aimerais savoir combien il y a de gens comme moi ici.

Un, (inaudible) deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf (inaudible).

Michael Dewing – Ne nous arrêtons pas sur la formule pour l'instant. S'il vous plaît, posez votre question.

Sandra Chatterton – Je voulais simplement que la chose soit illustrée, qu'il soit noté au compte rendu à quel point il y a peu de gens ici.

Michael Dewing – Pouvez-vous vous présenter?

Sandra Chatterton – Oh, certainement. Je m'appelle Sandra Chatterton. Je suis membre de la section locale à Santé Canada, j'ai été membre de l'exécutif, de trois exécutifs, je suis une ancienne présidente des sections locales de Santé et Bien-être social et de DRHC. J'ai participé à des négociations tant du côté patronal que du côté syndical, j'ai traité avec le Conseil du Trésor. Richard a soulevé un très bon point, je veux dire il a été le premier à le soulever. Il pense que quelqu'un comme Claude Danik est surchargé et qu'il ne devrait pas nécessairement diriger les négociations collectives. Ce pourrait être un des membres de l'exécutif national.

Avec mes antécédents, je n'estime pas personnellement – j'ai travaillé pour Travail Canada, fait des négociations, etc. – je ne crois pas avoir toutes les compétences voulues pour représenter les membres en matière de salaire, de pensions, de prestations, ainsi de suite, et en fait cela me fait peur, Richard, lorsque vous dites que vous pensez...

Michael Dewing – Pourriez-vous poser votre question s'il vous plaît, pourriez-vous poser votre question s'il vous plaît?

Sandra Chatterton – Qu'est-ce que vous pensez de cela, vous les autres? Estimez-vous être suffisamment compétents pour diriger les négociations ou pensez-vous que vous devriez embaucher des gens de calibre comme Claude?

José Aggrey – Puis-je répondre?

Michael Dewing – Certainement José. Allez-y.

José Aggrey – Merci Sandra de soulever ce point. En tout premier lieu, négocier ce n'est pas facile. Vous devez être versé en la matière, avoir de l'expérience, avoir le tempérament – vous savez ce qu'il faut vraiment pour siéger à la table et négocier. Je crois l'avoir dit, j'ai été à la table de négociation plusieurs années et je pense que Claude Danik est compétent, est très compétent en négociations, a le tempérament qu'il faut et qu'il fait un très bon travail. Deuxièmement, les Statuts prévoient que le président peut déléguer. J'ai délégué à Claude parce que je connais son professionnalisme. Je pense que dans les autres organisations on embauche des négociateurs distincts pour négocier aux tables en leur nom. Nous sommes chanceux d'avoir Claude qui peut faire les deux : il fait un travail extraordinaire dans ses autres tâches et il négocie aussi pour l'Association.

Michael Dewing – Merci. Nous allons procéder dans l'ordre inverse. Clayton, aimeriez-vous commenter?

Clayton Therrien – Oui. Si je devenais président, je n'aurais aucun problème à ce que Claude Danik dirige les négociations. Je connais bien Claude, je le connais personnellement et je connais sa compétence et son expertise, mais j'assisterais certainement à chacune des réunions de négociation collective et serais là dans les faits afin de comprendre ce qui a transpiré et ce que sont les priorités des membres, et peut-être, après coup (inaudible), mais je participerais directement. Je crois en l'action directe, encore, à la démocratie directe sur cette question, mais en matière de négociations, je confierais la tâche à Claude encore, parce que je le connais et que je lui fais confiance.

Michael Dewing – Merci. Derek.

Derek Brackley – Oui, clairement, lorsque nous négocions, nous voulons avoir la meilleure personne pour faire le travail et Claude est à la hauteur. Il est un excellent négociateur et nous sommes chanceux de l'avoir. Donc, certainement, tant que Claude sera là, il sera chargé des négociations, s'il est en mesure de le faire. Plus tard, il faudra voir quelle sera la meilleure décision à prendre et nous verrons à ce moment-là, mais j'ai une confiance absolue dans les capacités de négociateur de Claude et je pense que les comités de négociation sont bien servis.

Michael Dewing – Merci. Richard.

Richard Oslund – Oui, je voudrais simplement dire que les Statuts stipulent que le président négocie les conventions collectives. Il s'agit de sa deuxième fonction après la représentation officielle de l'Association. Le CEN précédent, avant que je m'y joigne, avait précisément modifié les Statuts afin d'élargir le bassin de gens disponibles pour diriger des équipes de négociation. Une modification a été approuvée par tous les membres, par une grande majorité, disant que tout membre du CEN peut diriger une commission ou un comité qui négocie une convention collective. Je suis en faveur de donner des responsabilités aux gens. Vous pouvez parler de faire participer les gens, mais s'ils n'ont aucune responsabilité pourquoi s'en soucieraient-ils. À mon avis, le président dirige le Bureau national, il décide quelles ressources du Bureau national sont affectées aux diverses activités; le président décide du nombre de personnes qui travaillent pour soutenir l'équipe de négociation collective. En qualité de président, je m'assurerai que quelle que soit l'équipe choisie, quelle que soit la personne qui dirige cette équipe, elle pourra compter sur le plein appui des chercheurs et des conseillers de l'ACEP.